

Cahier des Clauses Particulières MOE

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

**MAITRISE D'ŒUVRE POUR LE TRAITEMENT DES
INFILTRATIONS ET REMISE EN ETAT DES
FACADES, TRAITEMENT DE L'INCONFORT
THERMIQUE D'UN CORPS DE BATIMENT ET
REFECTION DE DEUX COUVERTURES DE L'IUT DE
THONVILLE YUTZ (57)**

CCAP 2025SDPI646MOE

UNIVERSITÉ DE LORRAINE
Direction du Patrimoine Immobilier
34 Cours Léopold
BP 25233
54052 NANCY CEDEX

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat | 3 |
| 1.1 - Objet du contrat..... | 3 |
| 1.2 - Décomposition du contrat | 3 |
| 2 - Pièces contractuelles..... | 4 |
| 3 - Intervenants..... | 4 |
| 3.1 - Conduite d'opération | 4 |
| 3.2 - Contrôle technique | 4 |
| 3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs | 4 |
| 4 - Missions..... | 4 |
| 5 - Durée et délais d'exécution | 5 |
| 5.1 - Délais d'exécution | 5 |
| 5.2 - Durée du contrat | 5 |
| 6 - Prix | 5 |
| 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués..... | 5 |
| 6.2 - Forfait de rémunération..... | 5 |
| 6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches..... | 6 |
| 6.4 - Modalités de variation des prix | 6 |
| 7 - Avance..... | 6 |
| 8 - Modalités de règlement des comptes..... | 6 |
| 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs..... | 6 |
| 8.2 - Pourcentage de rémunération par élément | 7 |
| 8.3 - Présentation des demandes de paiement | 7 |
| 8.4 - Délai global de paiement | 8 |
| 8.5 - Paiement des cotraitants | 8 |
| 8.6 - Paiement des sous-traitants | 8 |
| 9 - Engagement du maître d'œuvre..... | 9 |
| 9.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux..... | 9 |
| 9.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux..... | 10 |
| 10 - Conditions d'exécution des prestations..... | 10 |
| 10.1 - Présentation des livrables..... | 10 |
| 10.2 - Emission des ordres de services | 11 |
| 10.3 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs..... | 12 |
| 10.4 - Instruction des mémoires en réclamation | 12 |
| Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP. | 13 |
| La décision d'arrêter l'exécution des prestations donne lieu à la résiliation du contrat et ne donne lieu à aucune indemnité. | 13 |
| 10.6 - Achèvement de la mission | 13 |
| 11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle | 13 |
| 12 - Pénalités..... | 13 |
| 12.1 - Pénalités de retard..... | 13 |
| 13 - Assurances..... | 14 |
| 14 - Résiliation du contrat..... | 14 |
| 14.1 - Conditions de résiliation | 14 |
| 14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire | 14 |
| 15 - Règlement des litiges et langues | 15 |
| 16 - Dérogations | 15 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

La maîtrise d'œuvre pour le traitement des infiltrations et remise en état des façades, le traitement de l'inconfort thermique d'un corps de bâtiment et la réfection de deux couvertures de l'IUT de Thionville Yutz.

Les travaux auront lieu à IUT Thionville Yutz
Impasse Alfred Kastler - 57970 YUTZ

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment en réutilisation ou réhabilitation.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le marché est composé d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle.

| Tranche(s) | Mission de maîtrise d'œuvre : |
|------------|--|
| TF | <p>La tranche ferme de la mission de MOE comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none">- La phase études à partir de l'APS sur la totalité du périmètre de l'opération jusqu'à l'ACT- La phase travaux selon le Code de la Commande Publique pour les travaux de traitement des infiltrations, de remise en état des façades et de réfection de la couverture du bâtiment E1.- La constitution du dossier de déclaration préalable de travaux compris dans les TF et TO, y compris les dossiers à soumettre aux sous-commissions départementales concernées et aux Architectes des Bâtiments de France.- La mission EXE 1 en phase études pour les travaux en toutes tranches.- La mission VISA en phase travaux pour les travaux compris dans cette tranche.- Les missions DET, OPC et AOR.- La constitution des documents nécessaires aux CEE.- La mise en œuvre et suivi de la GPA pour les travaux compris dans cette tranche. <p>Montant estimatif des travaux : 490 000€HT</p> |
| TO | <p>La tranche optionnelle de la mission de MOE comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none">- La phase travaux selon le Code de la Commande Publique pour les travaux de remplacement de la façade 05 et réfection de la couverture du bâtiment E3.- La mission VISA en phase travaux pour les travaux compris dans cette tranche.- Les missions DET, OPC et AOR.- La constitution des documents nécessaires aux CEE.- La mise en œuvre et suivi de la GPA pour les travaux compris dans cette tranche. <p>Montant estimatif des travaux : 350 000€HT</p> |

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat- Le programme de l'opération et les plans
- Le planning de l'opération
- Le cahier des charges de maîtrise d'œuvre

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le détail des missions comprises en tranche ferme est le suivant :

| Eléments de mission | |
|---------------------|---|
| APS | Etudes d'avant-projet sommaire |
| APS | Etudes d'avant-projet définitif |
| PRO / DCE | Etudes de projet et dossier de consultation travaux |
| ACT | Assistance pour la passation du contrat de travaux |
| EXE | Etudes d'exécution et de synthèse |
| VISA | Conformité et visa d'exécution au projet |
| DET | Direction de l'exécution des travaux |
| AOR | Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement |

| | |
|------------------------|---|
| CEE | Assistance aux opérations d'établissement de certificats d'économie d'énergie |
| Mission complémentaire | |
| OPC | Ordonnancement, pilotage et coordination |
| TOTAL | 100,00% |

Le détail des missions comprises en tranche optionnelle est le suivant :

| | |
|------------------------|---|
| Eléments de mission | |
| VISA | Conformité et visa d'exécution au projet |
| DET | Direction de l'exécution des travaux |
| AOR | Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement |
| CEE | Assistance aux opérations d'établissement de certificats d'économie d'énergie |
| Mission complémentaire | |
| OPC | Ordonnancement, pilotage et coordination |
| TOTAL | 100,00% |

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Délais d'exécution

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les missions court à compter de la notification du marché.

5.2 - Durée du contrat

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est définie au programme de maîtrise d'œuvre. L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Forfait de rémunération

Les modalités de rémunération des prestations sont définies par tranche.

Le forfait de rémunération est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission AVP.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

6.4 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = (ING(d-3) / ING(o))$$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d -nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

7 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

| Mission(s) | Acompte(s) | Pourcentage |
|------------|---|-------------|
| APS | A la remise du dossier | 80.0 |
| | A l'approbation du maître d'ouvrage | 20.0 |
| APD | A la remise du dossier | 80.0 |
| | A l'approbation du maître d'ouvrage | 20.0 |
| PRO | A la remise du DCE | 80.0 |
| | A l'approbation du maître d'ouvrage | 20.0 |
| ACT | A la remise du DCE | 50.0 |
| | A l'approbation du maître d'ouvrage | 30.0 |
| | Après la mise au point des marchés de travaux | 20.0 |
| DET | Avant la remise du DGD | 90.0 |

| | | |
|-----|---|-------|
| | Après la remise du DGD | 10.0 |
| OPC | Proportionnel à l'avancement global des travaux | 100.0 |
| AOR | Avant la levée des réserves | 65.0 |
| | Après la levée des réserves | 15.0 |
| | A la remise du DOE | 15.0 |
| | A la fin du délai de garantie de parfait achèvement | 5.0 |

8.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque mission ci-dessous sont donnés **à titre d'exemple** et seront définis par le candidat dans son offre :

| Mission | Pourcentage |
|---|-------------|
| APS : Etudes d'Avant-projet sommaire | 10,0 |
| APD : Etudes d'Avant-projet définitif | 10,0 |
| PRO/DCE : Etudes de projet et Dossier de Consultation des entreprises | 20,0 |
| ACT : Assistance pour la passation du contrat de travaux | 10,0 |
| DET : Direction de l'exécution des travaux | 40,0 |
| AOR : Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement | 10,0 |

8.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001550600012

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'université de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro 2017 à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'Université de Lorraine via CHORUS PRO sont :

SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012

CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ

Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : numéro de bon de commande (4500 suivi de 6 chiffres).

Par dérogation à l'article 11.4 du CCAG-FCS, la facture portera, outre les mentions légales :

Le numéro d'engagement (EJ) fourni par l'université, que vous trouverez en haut à droite sur le bon de commande (qui commence par "4500" suivi de 6 chiffres) et le numéro du marché : 2025SDPI646MOE

Mentions légales d'une facture :

<http://www.economie.gouv.fr/dgccrf/Publications/Vie-pratique/Fiches-pratiques/Facturation-entre-professionnels>

- Date d'émission de la facture
- Numérotation de la facture
- Date de la vente ou de la prestation de service
- Identité de l'acheteur (UL)
- Identité du vendeur ou prestataire dont dénomination sociale, numéro de RCS et SIREN
- Adresse de livraison
- Numéro individuel d'identification à la TVA du vendeur et du client professionnel, seulement si ce dernier est redevable de la TVA
- Désignation du produit ou de la prestation
- Décompte détaillé de chaque prestation et produit fourni
- Prix catalogue, majoration (frais de transport et emballage), Rabais remise ristourne éventuelles
- Taux de TVA légalement applicable
- Montant total de la TVA correspondant
- Somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- Date ou délai de paiement

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro 2017 ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

8.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

8.6 - Paiement des sous-traitants

Au même titre que pour le titulaire, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques des sous-traitants sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

9 - Engagement du maître d'œuvre

9.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux

Les dispositions concernant l'engagement du maître d'œuvre sont fixées par tranche.

Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Cette enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

Définition du coût prévisionnel des travaux établis par le maître d'œuvre et engagement :

L'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux qui est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de la mission AVP sur la base du coût prévisionnel des travaux.

Ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 5,0 %
Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pour l'ensemble des travaux.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de 5 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 10 jours à compter de l'accusé

de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

9.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux

Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,0 %
Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 1,0 %

Cependant, conformément aux articles L. 2432-1 et R. 2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 20,0 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Les prestations

10.1 - Présentation des livrables

Pour chaque tranche, les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

| Code | Désignation du livrable | Délai | Nombre d'exemplaires |
|-------|--------------------------------|----------------|---|
| APS : | Etudes d'avant-projet sommaire | Selon planning | 1 exemplaire digitalisé et 2 exemplaires papier |

| | | | |
|------------|---|----------------|---|
| APD : | Etudes d'avant-projet définitif | Selon planning | 1 exemplaire digitalisé et 2 exemplaires papier |
| PRO et DCE | Etudes de projet et dossier de consultation des entreprises | Selon planning | 1 exemplaire digitalisé et 2 exemplaires papier |
| EXE | Etudes d'exécution et de synthèse | Selon planning | 1 exemplaire digitalisé et 2 exemplaires papier |
| VISA | Conformité et visa d'exécution au projet | 1 semaines | 1 exemplaire digitalisé |
| DOE | Dossier des ouvrages exécutés _ version informatique | 4 semaines | 1 exemplaire digitalisé |

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er livrable : date du début d'exécution des prestations.
- Livrables suivants : date de notification au maître d'œuvre de la décision de réception du livrable précédente prise par le maître d'ouvrage.
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

Pour chaque tranche, la décision par le maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserves, ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

| Code | Désignation du livrable | Délai |
|------------|---|------------|
| APS : | Etudes d'avant-projet sommaire | 2 semaines |
| APD : | Etudes d'avant-projet définitif | 2 semaines |
| PRO et DCE | Etudes de projet et dossier de consultation des entreprises | 2 semaines |
| VISA | Conformité et visa d'exécution au projet | 1 semaines |
| DOE | Dossier des ouvrages exécutés _ version informatique | 4 semaines |

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre. Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

L'approbation tacite d'un livrable ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission qui suit.

10.2 - Emission des ordres de services

Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 5 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 1,0/3000 du montant du marché.

Cependant, en l'absence de contreseing ou de décision écrite préalable du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ne peut jamais notifier des ordres de service relatifs :

- notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus

10.3 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final et à mise à disposition du maître d'ouvrage est fixé à 15 jours à compter de la mise à disposition du projet de décompte final par l'entrepreneur.

Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

10.4 - Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

10.5 - Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations donne lieu à la résiliation du contrat et ne donne lieu à aucune indemnité.

10.6 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/3000, conformément aux stipulations de l'article 16.2.3 du CCAG-MOE.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE et pour chaque tranche, en cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour de retard :

| Tranche | Code livrable | Pénalité |
|---------|---------------|----------|
| | APS | 100,00 € |
| | APD | 100,00 € |
| | PRO | 100,00 € |
| | DCE | 100,00 € |
| | VISA | 100,00 € |
| | DOE | 100,00 € |

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 40,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une

pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 200,00 €.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné. Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 15.1.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre